

L'inflation n'est pas la même pour tous l'évolution des revenus non plus !

Luca Ciccia

Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, luca@asbl-csce.be

Dans les pages qui suivent, le journal du Collectif développe la question du pouvoir d'achat. Nous vous présentons d'abord une étude de l'Institut pour un Développement Durable. Elle porte sur l'évolution des bas revenus face au coût de la vie, et montre nettement que l'indexation est insuffisante pour les plus bas revenus. Nous donnons ensuite la parole à la FGTB, qui présente dix propositions pour augmenter concrètement le pouvoir d'achat.

Dans notre pays, tous les revenus et allocations sociales sont indexés automatiquement. La question est de savoir de quoi est composé cet indice (communément appelé « panier de la ménagère ») et dans quelle mesure il reflète le coût *réel* de la vie. En fonction de son niveau de revenu, l'individu consommera plutôt tels types de biens, alors que d'autres individus plus fortunés consommeront davantage d'autres types de biens. Le premier écueil se situe donc dans le choix des biens et services qui composent le « panier de la ménagère ».

Le deuxième écueil est lié à l'évolution des prix, qui peut être différente selon le type de produits. Les résultats de l'enquête de l'Institut sont inquiétants. Les ménages précaires subissent clairement une détérioration de leur pouvoir d'achat, du fait d'une inadaptation de l'indice à leurs réalités de consommation (le logement par exemple). Car ce sont les biens de première nécessité qui subissent actuellement les plus fortes augmentations !

Haro sur la maîtrise de l'inflation

Qu'en tirer comme conclusion politique ? La plus évidente concerne le **remaniement de l'indice**. La part du coût du logement doit être revue à la hausse ! Quel impact sur l'évolution générale des revenus ? Par le biais de l'indexation automatique :

un impact à la hausse des coûts de sécurité sociale et des coûts salariaux dans un contexte où la Banque centrale européenne et les fédérations patronales ne cessent de réclamer la fin de l'indexation automatique des salaires... C'est que le contexte qui préside aux décisions socioéconomiques a pour objectif principal une inflation – en moyenne - basse et donc surtout une faible augmentation des revenus.

Les politiques de restriction des revenus du travail et de sécurité sociale s'appliquent dans les faits aux revenus moyens et inférieurs, qui supportent donc seuls la politique de modération salariale que les revenus supérieurs ne s'imposent pas. Dans un contexte d'inflation réelle supérieure pour les ménages aux revenus moyens et inférieurs, le résultat de ces politiques restrictives apparaît pour ce qu'elles sont : une machine à créer de l'inégalité !

Quelles autres revendications ?

La conclusion politique doit donc être à la mesure du contexte qui préside aux décisions socioéconomiques. La lutte contre l'inflation n'est pas un objectif en soi ; l'objectif doit être l'emploi pour tous et des revenus du travail et de sécurité sociale qui suivent l'évolution des richesses produites et du coût de la vie. Une fiscalité juste est également indispensable pour atteindre cet objectif :

cessons de distribuer des cadeaux aux plus riches (soi-disant « réformes fiscales... ») et aux actionnaires des entreprises.

Si l'on obtient ceci, peu importe que l'indice ne reflète pas exactement les habitudes de consommation de chacun, pourvu que les revenus de tous augmentent au même rythme. La pire des solutions serait bien de proposer un indice différencié selon les catégories. Créer des différences entre les groupes ne peut qu'accentuer leurs différences d'intérêts et leurs possibilités de s'allier pour leurs intérêts communs (sans oublier la complexité d'une telle aventure).

Enfin, l'allocation-loyer destinée à compenser l'élévation du coût des loyers n'est à notre sens pas une solution en soi. Tout juste un palliatif dont profiteront en fin de compte (sauf encadrement très strict) les seuls propriétaires. Le plus urgent paraît être une révision du panier de la ménagère.

400 euros de pouvoir d'achat perdus depuis 2004 pour les plus bas revenus : voilà de quoi mettre au travail le gouvernement, même intérimaire, qui ne doit plus nous faire passer des vessies pour des lanternes. Une pseudo-liaison au bien-être et la poursuite de l'indexation telle qu'elle existe ne pourront tout au plus que limiter l'érosion du pouvoir d'achat.